

Communiqué de presse - 17 septembre 2019

L'emploi en stagnation inédite dans les associations et fondations sanitaires et sociales en 2018

Le Centre de ressources DLA (Dispositif local d'accompagnement) social, médico-social et santé - porté par l'Uniopss - et l'association Recherches & Solidarités publient depuis 10 ans le bilan de l'emploi privé non lucratif sanitaire et social. **Pour la première fois depuis leur publication commune, l'emploi ne progresse pas dans le secteur, après une augmentation de 7 % entre 2009 et 2017.** Il s'établit ainsi à 1,125 million de salarié-es en 2018, soit 58 % de l'ensemble de l'emploi privé non lucratif en France.

Cette stagnation témoigne d'une situation dégradée dans la quasi-totalité du secteur. En effet, dans le classement par l'INSEE du secteur sanitaire et social privé non lucratif en 17 catégories, l'emploi est en baisse pour 7 d'entre elles entre 2017 et 2018. Pour 6 autres, la hausse constatée entre 2017 et 2018 est inférieure à celle connue l'année précédente, entre 2016 et 2017.

L'aide à domicile, qui rassemble près de 175 000 salarié-es, enregistre la baisse la plus significative, soit -1,3 % entre 2017 et 2018. Les effectifs dans les structures pour personnes âgées connaissent également en 2018 une baisse ou une moindre hausse par rapport à celle de 2017, qu'elles relèvent de l'hébergement médicalisé (-0,7 %), de l'hébergement social (-0,2 %) ou de l'action sociale sans hébergement (+0,9 % entre 2017 et 2018 contre +3,6 % entre 2016 et 2017). La concurrence avec le secteur privé lucratif, les difficultés de recrutement et les tensions sur l'emploi associatif en général contribuent à expliquer ce phénomène.

L'emploi privé non lucratif, tous secteurs confondus, enregistre une baisse nette de 1 % entre 2017 et 2018. La stagnation de l'emploi dans les associations et fondations sanitaires et sociales peut, à cet égard, s'interpréter comme une résistance par rapport aux difficultés des associations dans les autres secteurs. On note d'ailleurs que le nombre d'établissements employeurs est en très légère hausse entre 2017 et 2018, s'établissant à un peu plus de 35 200, soit 22 % des employeurs du secteur privé non lucratif.

Sur le plan territorial, l'Ile-de-France, avec 175 000 salarié-es, est la première région d'emploi privé non lucratif sanitaire et social, devant la région Auvergne-Rhône-Alpes (143 000). **17 bilans régionaux de l'emploi associatif sanitaire et social**, constitués par le CRDLA social, médico-social et santé et Recherches & Solidarités, viennent compléter le bilan national.

[Accédez au bilan 2019 de l'emploi associatif sanitaire et social](#)

[Accédez aux 17 éditions régionales](#)